

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 28 juillet 2025

Nos réf. : SHM/FM/MI n° 25 - 216

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 juillet 2025

Contexte et constats

Publié sur 

VIBRANTZ FRANCE

43, rue Jeanne d'Arc
52100 SAINT-DIZIER

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 juillet 2025 dans l'établissement VIBRANTZ FRANCE implanté 43, rue Jeanne d'Arc - 52100 SAINT-DIZIER. L'inspection a été annoncée le 11 juin 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite a été programmée dans le cadre d'une action nationale relative aux dispositions prescrites dans les plans d'opérations internes (POI) concernant les premiers prélèvements environnementaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIBRANTZ FRANCE
- 43, rue Jeanne d'Arc - 52100 SAINT-DIZIER
- Code AIOT : 0005701277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société VIBRANTZ exploite une unité de fabrication d'émaux pour métaux, verres et céramiques à SAINT-DIZIER. L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral n°1656 du 20 avril 2010 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements environnementaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la visite d'inspection démontrent que l'exploitant a pris en compte le sujet des premiers prélèvements environnementaux dans son Plan d'Opération Interne (POI).

Le contrat signé par l'exploitant avec un prestataire reconnu permet un cadrage précis des actions à mener et des substances à rechercher.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : La dernière version du POI date du mois d'avril 2025 (version 14 du document). Cette version intègre les dispositions sur les 1er prélèvements environnementaux. Les derniers exercices ont eu lieu en 2019, 2021 (incendie réel dans un établissement voisin) et 2024. Le retour d'expérience de l'exercice de 2024 avait été présenté lors de la visite d'inspection du 24 avril 2025. Le prochain exercice est prévu pour le second semestre 2025. La périodicité est donc respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;[...] »
Constats : Une stratégie de prélèvement a été élaborée par l'organisme chargé des prélèvements. Afin d'identifier les substances pertinentes à prélever en cas d'accident, 2 méthodes ont été utilisées : - à partir des données issues du guide et de la base de données de l'Ineris, - à partir des données issues des produits répertoriés dans la base de données de France Chimie issues du code douanier européen. La méthodologie utilisée pour définir les prélèvements à réaliser est la suivante : 1) Identification des produits stockés (EDD, POI, visite) 2) Détermination des produits de composition suivant base de données INERIS ou France Chimie 3) Détermination des classes ou niveaux d'émission pour chaque catégorie de produits stockés 4) Hiérarchisation du niveau global d'émission par zone/ scénario en fonction des quantités stockées (matrice classe/ Qté) La matrice permet d'aboutir à une hiérarchisation globale des émissions par zone : émission faible, modérée, moyenne, significative ou forte La liste des substances recherchées a été définie selon les recommandations de l'organisme en charge de l'étude. Ces recommandations indiquent d'effectuer des prélèvements sur des substances dont les niveaux d'émission ont été définis : comme étant "forts" et "significatifs" ou comme "moyens" si la toxicité aiguë des substances est avérée (mention de danger H330 "mortel par inhalation" et H331 "toxique par inhalation"). A titre d'exemple, en cas d'incendie de la cuve FOD (Fioul Domestique) au bâtiment 7, les prélèvements seront effectués pour rechercher les substances suivantes : CO/CO2, amiante. Les milieux des prélèvements ont été définis en fonction de la sensibilité de ces derniers (matrice air, sol, eau) et en tenant compte des vents dominants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.
Constats : Les éléments présents dans la stratégie de prélèvement sont conformes à la réglementation. Dans le détail, la stratégie prévoit de 2 types de prélèvements : - prélèvements sous astreinte (phase d'urgence, suivi immédiat) : air et eaux d'extinction - prélèvements hors astreinte (phase post-accidentelle) : sol, prélèvements de surface (ex: amiante) La stratégie de prélèvement recense aussi les équipements de mesures et de prélèvements nécessaires, les coordonnées des points de prélèvements et les temps de prélèvements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opérations Internes)
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Constats :

Un contrat d'astreinte humaine et matériel est signé pour la période du 10 janvier 2025 au 10 janvier 2026.

Ce contrat comprend l'astreinte humaine 365 jours par an, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, l'immobilisation du matériel (pas de mutualisation) et une visite annuelle de calage de la prestation.

Le déclenchement des demandes d'intervention est défini dans la fiche « DOI » présente dans le POI.

L'organisme en charge des prélèvements garantie une intervention dans les 4 heures suite à la confirmation de la demande d'intervention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition

Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

L'étude de dangers (EDD) du site date de février 2009, la mise à jour ne s'applique donc pas pour l'installation.

Lors des échanges, l'exploitant précise que les produits de décomposition sont déjà intégrés dans l'EDD de 2009 pour le scénario traitant d'un incendie de nitrate de sodium, de nitrate de potassium et de produits fluorés.

L'exploitant précise aussi qu'une mise à jour de l'étude de dangers est prévue pour l'année 2026.

Type de suites proposées : Sans suite